

Le **PREMIER AVRIL DEUX MILLE TROIS** LA CHAMBRE CIVILE DE LA COUR D'APPEL DE CHAMBERY a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

dans la cause 01/00296 - 2ème Chambre

CA/BS

opposant

**APPELANTE**

Madame A F  
demeurant 5 RUE DU R -756 P

représentée par la SCP FILLARD/COCHET-BARBUAT, avoués à la Cour

à :

**INTIMEE**

La B L D A  
venant aux droits de la B. P S  
dont le siège social est , avenue du G 38 C , agissant poursuites  
et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

représentée par Me Bruno DELACHENAL, avoué à la Cour  
assistée de Me François-Philippe GARNIER, avocat au barreau de BONNEVILLE

**COMPOSITION DE LA COUR**

Lors de l'audience publique des débats, tenue le 04 février 2003 avec l'assistance  
de Madame VIDAL, Greffier.

Et lors du délibéré, par

- Monsieur ALBERCA, Conseiller faisant fonction de Président, a ces fins désigné par ordonnance de Monsieur le Premier Président en date du 19 décembre 2002,
- Monsieur LECLERCQ, Conseiller,
- Madame DURAND-MULIN, Conseiller.

Par déclaration au greffe du 15 décembre 2000, Madame A F a relevé appel d'un jugement rendu le 8 novembre 2000 par le Tribunal d'Instance de BONNEVILLE qui a :

- débouté Madame A F de l'ensemble de ses demandes,
- dit n'y avoir lieu à application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile,
- condamné Madame F aux dépens.

Madame A F, en voyage en Israël du 16 avril au 2 mai 1999, s'est fait dérober sa Carte Bleue Visa International pendant son séjour. Dès la connaissance du vol, elle a fait opposition le 1er mai 1999 et, au retour en France, a déposé plainte le 3 mai 1999 ; cependant, son compte a été débité de 19 280,06 francs.

Madame F a fait assigner la B S pour la voir déclarer responsable du préjudice subi et, déduction faite de la franchise de 600 francs, réclame à la banque 18 680,06 francs outre intérêts, et outre 10 000 francs à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive.

Madame F a reçu de la banque que la carte et un guide pratique de la carte bleue ; il y est indiqué qu'en cas d'utilisation frauduleuse de la carte, sans recours au code confidentiel, le propriétaire de la carte n'est tenu que de la franchise en cause d'opposition tardive.

La B S rappelle que Madame F a bien reçu copie des dispositions contractuelles de fonctionnement de la carte bancaire. Elle reproche à Madame F une négligence coupable en ne déclarant le vol qu'à son retour en France.

Elle conclut au débouté de Madame F. et à sa condamnation à lui payer 4 000 francs au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

==

Madame A. F., appelante, conclut :

- réformer en toutes ses dispositions le jugement rendu par le Tribunal d'instance de BONNEVILLE le 8 novembre 2000,

statuant à nouveau :

vu les articles 1134, 1147, 1161, 1162 et 1915 du Code Civil et L. 132-1 de la loi du 1er février 1995,

- déclarer Madame A. F. recevable et bien fondée en ses demandes, en conséquence, y faisant droit :

- déclarer la B. S. responsable du préjudice subi par Madame A. F. en suite des opérations réalisées à l'aide de sa carte bancaire volée entre le 24 avril et le 1er mai 1999 à hauteur d'une somme totale de 19 280,06 francs,

- condamner la B. S. à payer à Madame A. F. la somme de 18 680,06 francs correspondant aux sommes débitées et non remboursées, déduction faite de la franchise de 600 francs et ce avec intérêts au taux légal à compter de la signification de l'assignation,

- condamner la B. S. à payer à Madame A. F. la somme de 10 000 francs à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive et injustifiée,

- condamner la B. S. à payer à Madame F. la somme de 10 000 francs sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, ainsi qu'en tous les dépens qui pourront être recouvrés directement par la SCP FILLARD/COCHET-BARBUAT, avoué, conformément aux dispositions de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.

La B. des A. conclut :

- au principal, dire et juger irrecevable l'appel de Madame F.,  
- subsidiairement, dire et juger Madame F. fautive dans la conservation de sa carte et dans les diligences aux fins d'opposition ; en conséquence, dire et juger mal fondée l'intégralité des demandes de Madame F.,

- encore plus subsidiairement, débouter Madame F. par application des dispositions de l'article 6.3 des conditions de fonctionnement de la carte bancaire,

- reconventionnellement, condamner Madame F. à verser à la B. d. A. la somme de 1 219,59 euros en application des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile,

- condamner Madame F. aux dépens de première instance et d'appel avec distraction des dépens d'appel au profit de Me DELACHENAL, avoué, conformément

aux dispositions de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.

### SUR QUOI LA COUR :

#### ❶ - Sur la recevabilité de l'appel :

Attendu que la B des A : relève qu'il n'apparaît pas de la demande de Madame F qu'elle ait dépassé le taux de 25 000 francs et qu'ainsi, le jugement rendu est en dernier ressort, non susceptible d'appel ;

Mais attendu que l'assignation du 10 avril 2000 comporte demande de condamnation de la Banque à payer à Madame F 18 680,06 francs correspondant aux sommes débitées et non remboursées, déduction faite de la franchise de 600 francs, outre 10 000 francs à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive et injustifiée ;

qu'il apparaît bien de cette simple lecture que le jugement rendu l'a été en premier ressort et non en dernier ressort ;

#### ❷ - Sur la clause limitative de responsabilité :

Attendu que tant le "Guide Pratique de la Carte Bleue" que l'article 11-2 des conditions générales dispose que "le titulaire de la carte est responsable de l'utilisation et de la conservation de celle-ci... pour les opérations effectuées avant opposition... si l'opération ne comporte par le contrôle du code confidentiel, dans la limite de 600 francs pour les paiements ou retraits d'espèces aux guichets..." ;

Attendu en l'espèce que la carte volée a été utilisée sans contrôle du code confidentiel, c'est-à-dire lorsque le commerçant émet une facturette signée par le client ;

Mais attendu que l'article 11-2 des conditions générales stipule que la limite de 600 francs est expressément déterminée, concernant les paiements ou retraits d'espèces au guichet, alors que pour les autres opérations effectuées avant opposition, elles sont à la charge du titulaire sans limitation de montant en cas de faute ou d'imprudence de sa part ou d'opposition tardive ;

Or, attendu qu'en l'espèce, Madame F est restée en Israël du 23 avril au 1er mai, et que ce n'est qu'à cette dernière date qu'elle l'a fait ;

qu'elle indique n'avoir pas vérifié la présence de la carte dans son portefeuille, alors

que ni le portefeuille, ni le sac ne lui ont été volés

qu'elle n'a déposé plainte qu'à son retour en France le 2 mai ;

que ces éléments permettent de caractériser une faute ou imprudence de Madame F dans la conservation de sa Carte Bleue et dans son opposition tardive, bien que le 1er mai soit un samedi, jour du Shabbat en Israël, et que les policiers israéliens maîtrisent mal la langue française ;

### ③ - Sur la vérification de la signature :

Attendu, en premier lieu, qu'il n'est même pas justifié que la Carte Bleue volée était signée par son titulaire ;

Attendu, en second lieu, que lorsque le paiement par carte implique la signature de la facturette émise par le commerçant, la vérification de cette signature incombe au commerçant et non à la Banque qui n'est en rien responsable des débits injustifiés ;

Attendu que Madame F reproche à la Banque une négligence dans le paiement des achats effectués alors que la Banque ne peut supporter le risque d'une signature faite loin du territoire national et qui ne serait pas conforme à celle figurant sur le carton de signature en France, alors que Madame F elle-même n'a fait aucune diligence sur place ;

Attendu enfin que l'article 6.3 des conditions générales de fonctionnement de la Carte Bleue ne saurait être une clause abusive au sens de l'article L. 132-1 du Code de la Consommation, car aucun déséquilibre n'est démontré entre les droits et obligations des parties au contrat ;

Attendu que pour ces motifs et ceux complémentaires du premier Juge, il convient de confirmer le jugement déféré en toutes ses dispositions ;

### ④ - Sur l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile :

Attendu que s'il n'est pas inéquitable que Madame F supporte la totalité des frais exposés tant en première instance qu'en appel, il le serait par contre à l'égard de la B S des A à qui il convient d'allouer une indemnité de 600 euros ;

**PAR CES MOTIFS :**

LA COUR,

Statuant publiquement et contradictoirement ;

Reçoit Madame A F. en son appel, régulier en la forme

Au fond, la déclare mal fondée ;

En conséquence, CONFIRME le jugement déferé en toutes ses dispositions

Y ajoutant

Déboute Madame F. de toutes ses demandes, après avoir démontré que Madame F. a eu un comportement fautif dans la conservation de la carte bleue et qu'elle doit être déboutée sur les fondements de l'article 11.2 et 6.3 des Conditions Générales de la carte bleue ;

Condamne Madame A. F. à payer à la B. les A. une indemnité de 600 euros au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

La condamne enfin aux dépens, tant de première instance que d'appel, ces derniers étant distraits au profit de Me DELACHENAL, avoué, sur le fondement de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Ainsi prononcé en audience publique le **1er avril 2003** par **Monsieur LECLERCQ**, faisant fonction de Président, qui a signé le présent arrêt avec **Madame VIDAL**, Greffier.

